

Privatisation des océans. Les ONG complices ?



Abdul Halim (deuxième à partir de la gauche) et Moussa Mbengue (au centre), accueillis mercredi au Comité des pêches par les bénévoles du CCFD, de la Mission de la Mer, du Cicodes.

Le petit panda qui symbolise le WWF est bien connu. Mais, l'emblème bicolore de l'ONG présidée par Isabelle Autissier aurait-il des desseins plus noirs que blancs ? C'est la thèse développée par Mathilde Jounot dans un documentaire sur l'accaparement des océans au détriment des populations littorales. Abdul Halim, Indonésien, en a donné l'illustration mercredi à Quimper.

« Nous travaillons depuis longtemps sur l'accaparement des terres des petits paysans par les multinationales dans le monde. Nous avons découvert plus récemment que le même processus était en cours pour les océans ». René Férec, un bénévole local du Comité catholique contre la faim et pour le développement Terre solidaire, reconnaît avoir été ébranlé par le documentaire de Mathilde Jounot, « Océans, la voix des invisibles », présenté hier à Quimper. Et si les ONG environnementales étaient le « cheval de Troie » comme dit René Férec, de la finance internationale pour mettre la main sur les océans ? Mercredi, au Comité départemental des pêches à Quimper, en présence de Mathilde Jounot, réalisatrice d'« Océans, la voix des invisibles », des réponses ont été apportées.

Un enjeu alimentaire

La démonstration est simple. Sous la bannière de la protection de l'environnement, des aires marines protégées se multiplient avec à la clé des programmes de « développement durable » le plus souvent basé sur un tourisme littoral aux mains de grandes sociétés. Les populations de petits

pêcheurs sont privées de ressources et éloignées de la mer. « Or, la pêche artisanale assure la sécurité alimentaire de 50 à 60 % de la population dans certains pays, continue René Férec. Sans compter les millions d'emplois ». « En Indonésie, où le WWF est présent, il y a 2,7 millions de pêcheurs, confirme Abdul Halim, de l'association indonésienne Keria. Il y a aussi des millions d'hectares de zone marine protégée dont les pêcheurs sont exclus pour des projets touristiques, pas pour protéger la ressource qui n'est pas menacée. Le gouvernement veut se faire de l'argent en avançant que le tourisme est davantage compatible avec le développement durable que la pêche ».

« Financiariser la mer »

Les ONG environnementales qui se voient déléguer la gestion des aires marines par des gouvernements aux moyens réduits, se financent donc auprès d'entreprises multinationales dans un intérêt bien partagé. L'homme passerait après la sauvegarde de l'environnement... et le business bleu ou vert. Ces ONG ne se limitent pourtant pas au tourisme. L'Américaine TNC (The nature conservancy) est à la manœuvre sur une énorme surface aux Seychelles. Dans son programme, on lit, entre développement du tourisme et des pêcheries, « extraction de pétrole ». Une autre ONG américaine Pew qui a la main sur une autre aire protégée autour de l'île de Pâques, a parmi ses membres : Coca-cola, Cargill et... Monsanto ! « Les ONG ne nient pas leur volonté de financiariser les espaces naturels car cela coûte cher de préserver la mer, constate Mathilde Jounot. Ce sont des organismes compétents s'ils représentent vraiment la société civile, or ils représentent aussi de très gros intérêts privés. Le débat est donc légitime sur la privatisation de l'espace maritime au détriment des citoyens ». « Qu'une économie soit remplacée par une autre, la pêche par le tourisme, pourquoi pas ? ajoute René Férec. Sauf que dans beaucoup de pays concernés, on touche là aux sources d'alimentation ». La réunion de mercredi se passait au Comité départemental des pêches qui s'est, sans surprise, engouffré dans la brèche. « Nous avons le même objectif de valorisation et de reconnaissance de la voix des pêcheurs, affirme Solenne Le Guennec, chargée des dossiers environnementaux. Nous constatons aussi un développement important des aires marines protégées en France et en Europe. Leur gestion coûte cher donc il y a une présence des ONG environnementalistes. Même si, ici, dans le Parc Marin d'Iroise, les pêcheurs ont une place, il y a des pressions internationales de ces ONG, par exemple en ce qui nous concerne les chaluts de fond qui comptent pour 80 % de l'économie de nos ports et dont on n'a pas la démonstration qu'ils détruisent le milieu ».

© Le Télégramme - Plus d'information sur

<http://www.letelegramme.fr/finistere/quimper/privatisation-des-oceans-les-ong-complices-18-11-2016-11296958.php>